

INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE PAUL RICARD

Association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901

ILE DES EMBIEZ
83140 SIX-FOURS-LES-PLAGES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE PAUL RICARD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821.53 et R.821-80 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

Comptabilisation des subventions d'exploitation :

Compte tenu de leurs différentes modalités d'attribution et des contreparties exigées, une comptabilisation erronée de ces flux, peut engendrer un correctif significatif sur le résultat de l'exercice.

Nous nous sommes donc rapprochés des différents intervenants en charge du suivi de ces ressources, pour récupérer les conventions justificatives et nous assurer qu'aucun fait ne pouvait, au travers d'une condition suspensive ou résolutoire non respectée, remettre en question l'inscription de ces produits en compte de résultat.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

I. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.



Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise, relative aux comptes annuels.

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du Commissaire aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels.

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il



estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification,

les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 28 avril 2025

Le commissaire aux comptes

YZICO AUDIT,
Représentée par Secou MANE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024 (en €uros)

ACTIF					PASSIF		
	2024			2023		2024	2023
	Brut	Amort/Deprec	Net	Net			
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
Concessions, brevets, licences, marques	25 206,18	4 566,08	20 640,10	257,16	Fonds Propres complémentaires	374 461,97	283 603,49
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					EXCEDENT DE L'EXERCICE	46 466,63	90 858,48
Constructions	952 403,43	162 956,66	789 446,77	804 673,30			
Matériel et Outillage	185 071,71	126 991,23	58 080,48	69 565,48			
Agencements, Installations	37 226,76	32 485,80	4 740,96	5 909,04	Situation Nette	420 928,60	374 461,97
Matériel bureau, info, Mobilier	44 170,62	20 348,94	23 821,68	17 343,87			
Immobilisations corporelles en cours	0,00		0,00	0,00	SUBVENTION D' INVESTISSEMENT	103 465,55	200 000,00
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Dépôts et Cautionnements	6 750,00		6 750,00	6 750,00	TOTAL	524 394,15	574 461,97
		0,00					
TOTAL	1 250 828,70	347 348,71	903 479,99	904 498,85	FONDS REPORTES ET DEDIES		
					Fonds dédiés	1 142 981,67	1 269 984,89
ACTIF CIRCULANT					TOTAL	1 142 981,67	1 269 984,89
STOCKS ET EN-COURS							0,00
Marchandises	0,00		0,00	0,00	PROVISIONS		
AVANCES ET ACOMPTES	0		0,00	0,00	Provisions pour risques	55 000,00	55 000,00
					Provisions pour charges	39 238,44	35 013,54
CREANCES					TOTAL	94 238,44	90 013,54
Créances clients	4 840,00		4 840,00	28 810,00			
Organismes sociaux	0		0,00	0,00	DETTES		
Produits à recevoir	2 901 885,30		2 901 885,30	1 067 641,82	Emprunts et dettes financières diverses	300,00	300,00
Autres créances	0		0,00	0,00	Dettes Fournisseurs	108 952,18	131 406,58
DISPONIBILITES					Dettes fiscales et sociales	276 494,67	222 557,02
Société Marseillaise de Crédit	2 840,84		2 840,84	7 277,18	Autres dettes	65 237,83	17 641,63
BLB / CIC	36 541,87		36 541,87	274 190,13	Produits constatés d'avance	2 473 072,50	913 283,40
BLB / CIC Aquarium	830 157,38		830 157,38	930 379,38			
Caisse	667,67		667,67	667,67	TOTAL	2 924 057,18	1 285 188,63
Valeurs à l'encaissement	0,00		0,00	700,00			
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	5 258,39		5 258,39	5 484,00			
TOTAL	3 782 191,45		3 782 191,45	2 315 150,18			
TOTAL ACTIF	5 033 020,15	347 348,71	4 685 671,44	3 219 649,03	TOTAL PASSIF	4 685 671,44	3 219 649,03

INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE PAUL RICARD



COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

(EUROS)	31/12/2024	31/12/2023	EVOL MONTANT
PRODUITS D'EXPLOITATION			
VENTES DE BIENS ET SERVICES	62 529,00	33 880,00	28 649,00
VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICES	62 529,00	33 880,00	28 649,00
VENTES DE BIENS	-	-	-
PRODUITS DE TIERS FINANCEURS			
CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	1 383 266,90	1 371 354,73	11 912,17
SUBVENTION PERNOD RICARD FRANCE	700 000,00	700 000,00	-
AUTRES SUBVENTIONS SCIENTIFIQUES	683 266,90	671 354,73	11 912,17
DONS MANUELS	-	-	-
REPRISE SUR AMORTISSEMENTS, PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES	35 886,87	34 250,85	1 636,02
REPRISE SUR PROVISIONS	35 013,54	34 250,85	762,69
TRANSFERT DE CHARGES	873,33	-	873,33
UTILISATION DE FONDS DEDIES	127 003,22	23 441,35	103 561,87
AUTRES PRODUITS	9 124,48	47 116,79	- 37 992,31
TOTAL	1 617 810,47	1 510 043,72	107 766,75
CHARGES D'EXPLOITATION			
ACHATS DE MARCHANDISES	-	528,40	- 528,40
VARIATION DE STOCK	-	12 264,21	- 12 264,21
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	472 556,20	330 665,21	141 890,99
AIDES FINANCIERES			
IMPÔTS ET TAXES	104 367,13	86 666,52	17 700,61
SALAIRES ET TRAITEMENTS	721 557,08	622 293,88	99 263,20
CHARGES SOCIALES	233 440,60	193 124,88	40 315,72
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS	95 796,18	83 605,73	12 190,45
DOTATIONS AUX PROVISIONS	39 238,44	35 013,54	4 224,90
REPORTS EN FONDS DEDIES			
AUTRES CHARGES	922,66	22,27	-
TOTAL	1 667 878,29	1 364 184,64	303 693,65
RESULTAT EXPLOITATION	- 50 067,82	145 859,08	- 195 926,90
PRODUITS FINANCIERS	-	-	-
CHARGES FINANCIERES	-	0,60	- 0,60
RESULTAT FINANCIER			
PRODUITS EXCEPTIONNELS	96 534,45	-	96 534,45
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	55 000,00	- 55 000,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL	96 534,45	- 55 000,00	151 534,45
TOTAL DES PRODUITS	1 714 344,92	1 510 043,72	204 301,20
TOTAL DES CHARGES	1 667 878,29	1 419 185,24	248 693,05
EXCEDENT() OU DEFICIT(-)	46 466,63	90 858,48	- 44 391,85



ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2024 dont le total est de : 4 685 671.44 €

Et au compte de résultat dégageant un excédent de 46 466.63€

L'exercice couvre la période du 1er janvier 2024 au 31 Décembre 2024.

Les comptes annuels ont été arrêtés le 28 avril 2025 par le Conseil d'administration.

ANNEXE 1 – REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'institut Océanographique Paul Ricard est une association régie par la Loi du 1^{er} Juillet 1901. Il a pour principale activité la recherche scientifique portant sur le milieu marin, sa faune et sa flore. Son action a pour but d'assurer l'élevage et la protection d'espèces marines, d'analyser et de lutter notamment contre la pollution du milieu marin. Cette action est menée au travers de la diffusion d'information générale et scientifique et de manifestations pédagogiques de sensibilisation et de formation dans les domaines concernés.

Du fait de sa forme associative, l'Institut Océanographique Paul Ricard est amené à établir ses comptes annuels en conformité avec les dispositions du règlement ANC 2018-06 actualisé par le règlement ANC 2020-08 du 04/12/2020

Les règles générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation accordées pour plusieurs exercices, sont réparties en fonction des périodes d'attribution définies dans la convention, ou plus généralement au prorata de l'exécution des travaux financés.

Subventions d'investissement

Elles sont inscrites en fonds propres au moment de leur attribution puis rapportées en résultat au prorata des dotations aux amortissements de l'immobilisation qu'elles ont participées à financer.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire, sur la durée de vie probable estimée lors de l'acquisition de l'actif amortissable. En application de l'approche par composants, la société utilise des durées d'amortissement différenciées pour chacun des composants significatifs d'un même actif immobilisé dès lors que l'un de ces composants a une durée d'utilisation différente de l'immobilisation principale à laquelle il se rapporte

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. Il est précisé ci-dessous, les immobilisations qui ont fait l'objet d'une décomposition et les modalités qui ont été appliquées

Durées d'amortissement pratiquées :

Type d'immobilisations corporelles	Mode d'amortissement	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 20 ans
Agencements et aménagements des constructions industrielles	Linéaire	10 ans
Matériel, Outillage, Installations techniques	Linéaire	5 ans
Matériel de Transport	Linéaire	5 ans
Matériel de Bureau	Linéaire	10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

Créances

Les créances ont été valorisées à leur valeur nominale. Elles sont dépréciées en cas de risque de non-recouvrement.

Stocks

La valeur brute des stocks est évaluée au prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure au prix de revient.

Provisions pour risques et charges

La provision pour indemnités de départ à la retraite est évaluée d'après les dispositions en la matière de la Convention collective des vins et spiritueux.

Fonds Dédiés

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard, est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Report en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisation de fonds dédiés ». Au crédit de ce compte peuvent être comptabilisées les charges d'exploitation comptabilisées dans l'exercice et les immobilisations acquises ou produites, affectées à la réalisation du projet défini. En ce qui concerne les immobilisations acquises ou produites, l'utilisation des fonds dédiés est constatée suivant le même rythme que les amortissements pratiqués (Article 132-3 du règlement ANC 2018-06)

Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel un tiers apporte à l'entité un travail, des biens, ou des services à titre gratuit. Les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées si les deux conditions :

- la nature et l'importance de la contribution volontaire en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.
- l'entité est en mesure de recenser et valoriser les contributions volontaires en nature.

Faits significatifs de l'exercice :

- Nous avons eu plusieurs projets qui ont été clôturés notamment Pina Life, Macobios....
- Coté Ressource Humaine nous avons mis en place le service civique (1^{er} année), et aussi des contrats alternants (1^{er} année) .

ANNEXE 2– COMPLEMENTS D’INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT**ANNEXE 2.1****ETAT DES FONDS DEDIES** (en K€)

<u>RUBRIQUES</u>	Montants	
	31/12/2024	31/12/2023
<u>FONDS DEDIES A ENGAGER EN DEBUT D’EXERCICE</u>	1 270	1 293
<u>FONDS DEDIES UTILISES AU COURS DE L’EXERCICE</u>	127	23
<u>ENGAGEMENT A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES</u>		
<u>FONDS RESTANT A ENGAGER EN FIN D’EXERCICE</u>	1 143	1 270

N.B : Sont enregistrés en fonds dédiés, les dons manuels reçus par l’institut, pour le financement des installations, équipements, matériel de recherche des projets suivants :

- nouveau pôle de sensibilisation avec aquarium.
- plateforme de recherche scientifique et technologique

ANNEXE 3– COMPLEMENTS D’INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE 3.1

ETAT DE L’ACTIF IMMOBILISE ET DES AMORTISSEMENTS (en K€)

<u>RUBRIQUES ET POSTES</u>	VALEURS BRUTES				AMORTISSEMENTS			
	01/01/2024	Augm.	Diminutions	31/12/2024	01/01/2024	Augm.	Diminutions	31/12/2024
<u>IMMOB . INCORPORELLES</u>	4	21	0	25	4	1		5
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>								
Terrains								
Constructions	905	47		952	100	63		163
Inst. Tech. Mat. Out. Ind.	172	13		185	102	25		127
Autres immob. Corporelles	69	12		81	46	7		53
<u>IMMOBILISATIONS EN COURS</u>	0			0				
AVANCES ET ACOMPTE								
<u>IMMOBILISATION FINANCIERES</u>								
Autres participations								
Autres titres immobilisés								
Prêts/Autres immob. Financières	0			0				
	1 149	95	0	1 244	252	96	0	347

ANNEXE 3.2**PROVISIONS ET DEPRECIATIONS** (en K€)

<u>Rubriques et postes</u>	Valeurs brutes			
	01/01/2024	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
Provisions Réglementées				
Provisions pour Risques et charges	90	39	35	94
Provisions pour Dépréciations	0		0	0
	90	39	35	94

ETAT PAR ECHEANCE DES CREANCES ET DES DETTES (en K€)**CREANCES** (en K€)

	Montant Brut	Dont à 1 an au plus	Dont à plus 1 an
<u>Actif immobilisé</u>			
Prêts			
Autres immobilisations financières	0	0	0
<u>Actif circulant</u>			
Créances clients et Comptes rattachés	5	5	0
Autres créances	0	0	0
<u>Charges constatées d'avance</u>	5	5	0
<u>Produits à recevoir</u>	2 902	2 902	0
TOTAL	2 912	2 912	0

DETTES (en K€)

	Montant Brut	Dont à 1 an au plus	Dont à plus 1 an et 5 ans au plus	Dont à plus 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit - à 1 an maximum à l'origine - à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	109	109		
Dettes fiscales et sociales	276	276		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	65	65		
Produits constatés d'avance	2 473	2 473		
TOTAL	2 924	2 924	0	0

CHARGES A PAYER (en K€)

- Incluses dans les postes :

Commissaires aux comptes	8.280
Loyer T4 2024 PRSA	13.950
Consommation EAU et ELECTRICITE PRSA	29.731
Refact TF 2024 PRSA	13.277

TOTAL	65.238
-------	--------

ANNEXE 5

SUBVENTIONS A RECEVOIR (en K€)

	Subventions Attribuées	Encaissement ce jour	Reste à recevoir
Plan d'action aquacole - TPM 2022	10	10	0
Plan d'action aquacole - TPM 2023	10	7	3
NAIADE FEAMP	76.46	76.46	0
NAIADE CR	76.46	76.46	0
SAR LAB 3	333.02	166.51	167
MaCoBioS	422.70	359.29	63
Pinna 2022 – 2023 OEC	5	5	0
Life Pinna	202.56	163.54	39
Epaves AGENCE DE L'EAU	28.40	14.20	14
Suivis Ichtyofaunes AGENCE DE L'EAU	54.49	27.25	27
Investissement CREX MED Région sud	200	200	0
Centre de formation FIM	250	175	75
Convention FIM MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT	110	33	77
OFB AGENCE FRANÇAISE DE BIODIVERSITE	33.62	10.09	24
Sensibilisation DIMED	10	10	0
AquaBios INTERREG	200.40	0	200
Ar Jeeguen FONDATION VEOLIA	150	150	0
TPM 2024	8	5.6	2
GALPA FEAMPA	1 100	0	1 100
GALPA Région	1 100	0	1 100
Total	4 381.11	1 489.40	2 891